

Questions orales

Monsieur le Président, les comités pour le maintien des emplois de Saint-Jean-sur-Richelieu et de Valleyfield ont déposé une pétition de 40,000 signatures auprès du ministre hier sans apprendre de ce dernier quand il va annoncer des mesures pour protéger l'industrie du textile et les emplois touchés dans ces deux villes.

Le ministre a-t-il maintenant reçu le rapport final de la Commission du textile et du vêtement à ce sujet et quand le gouvernement annoncera-t-il sa nouvelle politique pour sauver les emplois dans l'industrie du textile du Canada?

[Traduction]

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, quand le député m'a posé une question semblable, hier, je lui ai répondu que je devais, l'après-midi même, m'entretenir avec les représentants des parties, délégués syndicaux, cadres et maires des municipalités. Cette réunion a bel et bien eu lieu. Nous avons eu des entretiens fructueux et mes interlocuteurs m'ont exprimé leurs points de vue. Ils comprennent, je crois, la situation. Cette décision est le fait d'une entreprise privée. Je me suis également entretenu avec Tom Bell, de Dominion Textile. Nous avons discuté de la conjoncture dans ce secteur. Que le député et la Chambre se rassurent, le gouvernement entend à coup sûr établir une politique qui garantira la viabilité du secteur des textiles et du vêtement au Canada.

[Français]

ON DEMANDE QUAND UNE NOUVELLE POLITIQUE SERA ANNONCÉE

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, est-ce que le ministre est conscient du fait que les postes de 800 employés qui sont touchés par les fermetures annoncées par la compagnie Domtex, à Saint-Jean-sur-Richelieu et à Valleyfield, se sentent comme s'ils étaient traités comme des otages par la compagnie dans ses efforts peut-être pour quitter le Canada ou bien va-t-on faire un changement dans la politique du textile? Combien de temps le gouvernement continuera-t-il à punir ces employés dont les emplois sont menacés et quand précisément allez-vous annoncer votre nouvelle politique pour l'industrie du textile?

[Traduction]

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, il est certain que nous étions au courant. Nous étions bien avant que le député s'intéresse à la question. Il veut tout simplement se rattraper et tenter de marquer quelques points sur le plan politique alors qu'il s'agit franchement d'une situation sérieuse. Nous collaborons avec l'industrie et les chefs syndicaux en vue de trouver une solution capable d'atténuer le chômage qui s'aggrave dans ce secteur.

* * *

L'APARTHEID

LE COMMUNIQUÉ DES PAYS DU COMMONWEALTH

M. Barry Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Je suis heureux de le voir de retour de la Conférence des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Ottawa-Carleton): Le ministre est-il d'avis que le communiqué qui est au fond un compromis, sur les sanctions à prendre contre l'Afrique du Sud constitue de la part des pays du Commonwealth un message assez puissant pour que ce pays mette fin à son régime d'apartheid?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je remercie le député qui porte un intérêt constant à cette question. Le consensus auquel on est arrivé à Nassau à l'occasion de la Conférence du Commonwealth est particulièrement remarquable, compte tenu des divergences qui existaient avant le début de la conférence. Les participants ont maintenu contre l'apartheid la pression constante que le Canada souhaite voir exercée. J'ajouterai, monsieur le Président, que les Canadiens peuvent être fiers du rôle central et essentiel que le premier ministre a joué pour qu'on en arrive à ce consensus.

• (1200)

Des voix: Bravo!

* * *

L'AGRICULTURE

LA SITUATION DES PRODUCTEURS DE POMMES DE TERRE

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Il sait que les producteurs de pommes de terre du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard vivent l'année la plus difficile de leur histoire à cause des frais de service et des droits d'inspection que leur avait imposés le gouvernement et aussi des prix qui n'équivalent plus qu'à la moitié du coût de production.

Le ministre est-il prêt à s'engager aujourd'hui à mettre sur pied un programme d'achat de pommes de terre en vertu de la Loi sur l'Office des produits agricoles pour venir en aide à ces agriculteurs? Acceptera-t-il aussi de supprimer les droits d'inspection qu'il a imposés cette année pour la première fois dans l'histoire de l'agriculture au Canada?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le député exagère un peu en ce qui concerne les droits d'inspection, car il devrait savoir que j'ai personnellement négocié avec pratiquement tous les groupes de producteurs et que nous nous sommes entendus sur des niveaux d'augmentation mutuellement satisfaisants. Évidemment, ces augmentations seront imposées par étapes, comme il se doit.

Je sais par contre que le député n'a pas exagéré en ce qui concerne la situation très difficile du secteur de la pomme de terre, non seulement dans la région de l'Atlantique, mais ailleurs aussi dans le pays, et il existe des programmes, des programmes de stabilisation, que je pourrais envisager d'appliquer. Nous avons également le programme d'achat régi par l'Office des produits agricoles. Je suis tout à fait disposé à envisager ces deux solutions, mais, évidemment, il ne faut pas oublier que nos ressources financières sont très limitées.